



**Au Collectif national d'initiative,  
Aux collectifs locaux,  
Aux femmes et aux hommes  
qui agissent pour un rassemblement antilibéral  
de gauche et des candidatures communes**

Paris, le 10 juillet 2006

Cher(e)s ami(e)s, Cher(e)s camarades,

**L**ors de toutes les rencontres que j'ai faites dans les quartiers, les entreprises, comme députée, élue locale, nombreux sont les hommes et les femmes qui me disent : «cela ne peut plus durer, il faut battre la droite, rassemblez-vous à gauche». Beaucoup s'interrogent, sur les choix politiques qui devraient être mis en œuvre pour que leur vie change vraiment car ils n'ont pas oublié leur déception devant les renoncements de la gauche plurielle. Mais chacun le mesure, faute d'alternative claire à gauche, nombreux sont celles et ceux qui «sortiront les sortants» sans illusion.

Ces femmes ces hommes, se sont rassemblés le 29 mai 2005 contre les politiques libérales pour une autre Europe ; les jeunes se sont levés contre la précarité légalisée et ont fait reculer le gouvernement ; elles et ils se battent dans les quartiers contre les discriminations, elles et ils agissent pour les droits des femmes ; elles et ils sont dans l'action aujourd'hui contre les licenciements boursiers pour des salaires dignes, pour la défense des services publics, aux côtés des enfants et des familles menacés d'expulsion... mais elles et ils ne voient pas pour l'instant de véritable prolongement politique à leurs mobilisations, tant sur le projet politique que sur les contours du rassemblement apte à le porter dans les échéances électorales.

Certes, ce qui a commencé à se construire avec «l'appel pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes», la création des collectifs locaux, leurs premières initiatives, est plein de potentiel. Mais nous ne sommes pas, en l'état, au niveau d'une dynamique populaire citoyenne qui porte dans le pays l'espoir d'une victoire.

Or, j'ai la conviction que si nous poursuivons avec nos concitoyennes et nos concitoyens l'élaboration d'un programme en rupture avec les politiques libérales, si notre rassemblement déjoue les pièges institutionnels, nous pourrions en finir avec le cycle décevant des alternances, nous pourrions battre la droite durablement et réussir à gauche en ouvrant une nouvelle période de progrès social et démocratique.

Quelle responsabilité collective, mais aussi quel formidable défi ! C'est en mesurant cela que j'ai à plusieurs reprises dit publiquement que j'étais disponible pour porter à l'élection présidentielle notre projet commun. Je n'ignore évidemment pas qu'il existe entre nous, sur cette question comme sur d'autres, des opinions différentes. Sur toutes, le débat, pour être réellement démocratique, pour ne pas échapper aux militants et aux militantes qui travaillent à cette union, doit se développer dans la transparence. Il m'a donc paru nécessaire de préciser aussi clairement que possible dans quel esprit j'ai formulé cette proposition, et la façon dont je vois sa mise en œuvre.

La question la plus importante, dont beaucoup dépend, est celle de l'objectif que nous devons nous donner.

Certains considèrent que 2007 ne changera pas fondamentalement la réalité à gauche et que notre objectif devrait se limiter à exprimer les exigences de changement pour préparer l'avenir. Ils en déduisent qu'évoquer l'hypothèse d'une victoire reviendrait en fait à préparer le terrain à des compromis avec le social-libéralisme.

J'estime, pour ma part, que notre objectif doit être de gagner. C'est à dire de contribuer de toutes nos forces à un rassemblement populaire majoritaire capable de battre la droite et l'extrême droite et de construire une majorité, un gouvernement qui mettent en œuvre une politique audacieuse, clairement en rupture avec celles mises en œuvre précédemment.

Cet objectif d'une victoire de notre peuple ne peut être différé car chaque heure qui passe, avec cette droite au pouvoir, est une heure de trop contre les droits individuels et collectifs des hommes et des femmes, contre l'emploi, contre le rôle que notre pays pourrait jouer en Europe et dans le monde pour une autre mondialisation.

Cet objectif, si nous le portons avec confiance peut être source après 2005 d'une nouvelle mobilisation des hommes et des femmes de gauche. Elle peut modifier le scénario du bipartisme et du renoncement qu'on veut nous imposer. Se donner cet objectif nécessite bien évidemment de s'adresser à tous les hommes et les femmes de gauche sans exclusive, d'interpeller toutes les forces de gauche. Il ne s'agit pas de rester entre nous, mais de travailler jour après jour à convaincre d'autres de créer une dynamique populaire autour des exigences que nous défendons qui en feront les éléments clés d'une politique de gauche.

Respecter cet objectif, c'est également être clair sur le désistement à gauche au second tour pour battre la droite et réaffirmer que nous ne participerions pas à un gouvernement dominé par le social-libéralisme. Et c'est surtout agir, dès maintenant, pour créer les conditions que se pose la question d'une participation à une majorité, à un gouvernement qui permettrait aux propositions que nous défendons ensemble pour changer la vie d'avancer réellement.

Comment changer la vie ? Beaucoup de nos concitoyennes et concitoyens doutent que cela soit possible dans un système capitaliste mondialisé, une Europe dominée par les politiques libérales.



La deuxième conséquence de l'objectif que nous devons nous donner est donc qu'il faut construire avec notre peuple un véritable projet de société ouvert sur l'avenir, appuyé sur un programme précis de gouvernement. Nous ne pouvons pas nous contenter de grandes intentions et de quelques «mesures phares». Ces derniers mois, nous avons beaucoup travaillé ensemble. La Charte antilibérale issue des collectifs du 29 mai est un acquis qui montre que nous pouvons nous rassembler sur des choix audacieux. Mais il nous faut aller au-delà. Nous devons proposer de gouverner la France. Nous devons donc dire quelles seront nos priorités en matière de sécurité d'emploi et de formation, de pouvoir d'achat, de protection sociale, d'éducation, de services publics, de souveraineté et de sécurité alimentaire, d'égalité entre les hommes et les femmes, d'autonomie des jeunes, de luttes contre les discriminations, des droits des migrants. Et nous devons, du même coup, préciser clairement par quels moyens la gauche pourra cette fois-ci réussir. Quelle réforme de la fiscalité elle mettra en œuvre pour permettre à l'Etat d'assurer les dépenses sociales nécessaires. Quelle politique énergétique elle conduira. Par quelles mesures elle s'attaquera aux intérêts des grandes puissances financières. Comment elle relancera une grande politique soucieuse de l'environnement.

Comment elle fera reculer la concentration des pouvoirs par une VIème République qui en finisse avec la monarchie présidentielle, qui donne des droits et pouvoirs nouveaux aux citoyens et citoyennes, le droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers, qui développe en grand une démocratie réelle participative. De quelle manière elle agira en Europe pour modifier le rôle de la BCE, casser le pacte de stabilité. Comment elle agira dans les institutions internationales pour un développement durable et de nouvelles coopérations. Ce travail est à notre portée.

Enfin, au regard de l'objectif qui est le nôtre, il me paraît essentiel de construire notre rassemblement sur la durée. Il ne s'agit pas de faire un «coup», de se limiter à une campagne électorale, mais de nous mettre en situation, ensemble, de changer pour longtemps la donne à gauche. Une telle ambition ne peut s'envisager que par la mise en mouvement durable de dizaines de milliers de militantes et militants dans tout le pays pour porter ce projet et cet espoir et pour, si demain notre objectif est atteint, ne jamais dessaisir notre peuple des choix politiques.

Là aussi, il doit être question de garanties. Garanties que chaque composante de notre rassemblement -militantes et militants communistes, socialistes, écologistes, républicains, d'extrême gauche, citoyennes et citoyens sans organisation politique- y voie

reconnue pleinement sa place. Et garanties pour notre peuple : comment imaginer que des millions de femmes et d'hommes pourraient voter pour les candidates et les candidats que nous présenterions aux élections législatives si nous ne leur disons pas clairement ce que nous ferons ensuite, jusqu'à la façon nouvelle dont nous voulons faire de la politique.

Notre ambition sur les contenus et la pratique politique sera certainement traitée d'utopie par ceux qui, sous couvert de réalisme, nous enseignent la résignation. Mais soyons lucides : c'est à ce niveau qu'il faut placer les réformes à mettre en œuvre si on veut par exemple reconstruire une école de la réussite, doter la recherche et la culture au niveau nécessaire ou encore sauver l'hôpital public. Tout projet en demi-teinte, toute confiscation du pouvoir, seraient sources de nouvelles déceptions.

C'est sur ces objectifs que je suis engagée. Cela suppose à mes yeux de ne pas dissocier l'élection présidentielle, dont nous connaissons les effets néfastes pour notre démocratie, des législatives qui la suivront de peu. Notre

## ***Je suis prête, à égalité avec d'autres, à me consacrer exclusivement à cette tâche collective.***

candidature à l'élection présidentielle devra différer radicalement de toutes les autres, en affirmant qu'elle est présentée non pas pour aller à l'Élysée et décider à partir de là avec les meilleures intentions du monde, mais pour en finir avec la fonction présidentielle telle qu'elle existe. C'est par les élections législatives et l'élection d'une majorité, que sera décidée la politique à mener. Le Parti communiste est décidé, de ce point de vue, à contribuer, par un travail étroit avec les collectifs locaux, à ce que les candidatures et les futurs élus, élues, soient à l'image des hommes et des femmes qui, aujourd'hui, résistent et se rassemblent, c'est à dire parité et mixité.

Je n'ignore pas que des questions se posent sur le fait de désigner une candidature commune qui soit issue d'un des partis constituant le rassemblement. Est-ce que cela ne reviendra pas à se rassembler autour de ce parti ? Je comprends d'autant plus ces craintes que telle est la conception des autres candidatures, à droite ou à gauche. Notre rassemblement, à vrai dire, ne saurait exister s'il devait ainsi se faire autour de quiconque, parti ou personnalité, et que celle-ci soit ou non adhérent d'un parti. Je propose donc de constituer aussitôt que possible un collectif de porte-parole qui aura la charge d'exprimer dans l'espace public notre volonté de rassemblement autour d'un projet politique commun. Je suis prête à en être, à égalité avec

d'autres, et à me consacrer exclusivement à cette tâche collective.

Cette objection provient aussi de l'idée, pour certains, qu'aujourd'hui, les partis politiques seraient devenus un frein, voire devraient être dépassés. Je pense très sincèrement le contraire et j'appelle chacune et chacun à y réfléchir posément. Les partis doivent changer pour répondre aux conditions d'aujourd'hui, notamment à la soif de participer qui grandit dans notre peuple. Le Parti communiste, qui s'est beaucoup transformé en quelques années, s'y emploie pour sa part

Mais les partis démocratiques ne sont-ils pas un atout essentiel pour que des femmes et des hommes sans pouvoirs ni richesses puissent intervenir dans la vie politique ? L'engagement volontaire au sein d'un collectif militant qu'est un parti politique a-t-il moins de portée citoyenne qu'un autre choix ? Pour ne prendre que le seul Parti communiste, aurait-on eu le même résultat le 29 mai si ses 140 000 militantes et militants à l'image du monde du travail, ses 10 000 élus et élues dans toute la France n'avaient pas mis au service du combat commun leur énergie, leur

expérience, leur rayonnement, les moyens de l'organisation qu'ils font vivre, s'ils n'avaient pas fait estrades communes sans aucune exclusive et partagé leur temps de parole ? Si nous voulons

réussir, les citoyennes et les citoyens doivent prendre la parole et s'engager. Cela implique qu'ils puissent être parties prenantes à égalité de tous les débats, de toutes les décisions. Il serait absurde, dans cet objectif, d'opposer cette mobilisation citoyenne indispensable à la nécessité pour cela de l'existence de forces politiques. Je crois au contraire que la présence d'organisations politiques dans notre rassemblement, loin d'être un handicap, loin de susciter une concurrence nuisible, est un atout irremplaçable sur lequel nous devons nous appuyer.

Toutes les questions que je viens d'évoquer nécessitent un débat politique exigeant. Cela signifie à mes yeux qu'il doit être public et dépasser les cercles militants pour devenir réellement populaire. C'est la condition d'une véritable dynamique politique. C'est aussi la seule façon de dépasser nos opinions ou positions respectives pour trouver ensemble les réponses qui permettront notre rassemblement.

Le temps presse. Tout, oui nous devons mettre tout en œuvre pour qu'en 2007 la droite soit battue, l'extrême droite laminée parce qu'à gauche une majorité de femmes et d'hommes auront cette fois-ci la conviction qu'ils, qu'elles peuvent mettre en œuvre une autre politique et enfin changer leur vie.

Toute mon amitié,

***Marie-George Buffet***